

LA CROIX

À Aubervilliers, les migrants démunis face au coronavirus

Par **Valentin Scholz**, le 24/7/2020 à 07h19

Plus d'un millier de migrants vivent dans un campement récemment reformé à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le long du canal Saint-Denis. La promiscuité des tentes, le manque de masques et de gel hydroalcoolique rendent impossible le respect des gestes barrières et la distanciation physique.



Sa voix rocailleuse s'échappe au fil de l'eau. Assis devant une tente usée, Umer chante, s'allume une cigarette et anime d'un sourire sa barbe noire. Autour de son bras, un masque en tissu blanc, sale. « *Comment veux-tu qu'on se protège du Covid ici ? On vit les uns sur les autres !* », lâche ce Pakistanais de 31 ans.

→ **ENQUÊTE. Des migrants piégés par le coronavirus**

Des photos de son passé défilent sur l'écran de son téléphone fracassé. Il y porte des chemises de marque en prenant la pose aux quatre coins du monde. Sa vie d'avant. Avant de fuir son pays pour tenter de trouver refuge en Europe, et débarquer au camp d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) à la mi-juillet.

Comme lui, près de 1 000 migrants, venus principalement de la Corne de l'Afrique et d'Afghanistan, sont entassés le long du canal Saint-Denis, autour du pont de Stains, depuis quelques semaines. Beaucoup d'entre eux connaissent Paris pour avoir écumé des campements successivement démantelés. Ceux-ci se recréent continuellement, en banlieue nord. À Aubervilliers, une centaine d'occupants sont des nouveaux arrivants en provenance d'Italie.

« Le virus recommence à circuler »

Le camp du canal Saint-Denis grossit au fil des semaines, provoquant l'inquiétude des associations d'aide aux migrants. « *Rien qu'au pont de Stains, on comptait 166 tentes il y a environ un mois, sachant qu'il y a deux personnes par tente. La semaine dernière, on a compté 480 tentes* », relate Philippe Caro, du collectif Solidarité migrants Wilson. Ce mardi 21 juillet, plus de 900 repas sont distribués le soir sur le camp.

→ TRIBUNE. De la « crise des migrants » à la crise de l'accueil

Ici, les associations craignent toutes une contamination générale au coronavirus. Lorsqu'ils se rendent sur place, les bénévoles de Médecins du monde se sentent impuissants. À l'image de Louis Barda, coordinateur de l'ONG médicale, ils ne peuvent qu'établir un diagnostic sur des suspicions de Covid-19, le signaler à l'Agence régionale de santé (ARS) ou à des hôpitaux parisiens, mais ne peuvent pas tester, faute de matériel : « *Depuis une dizaine de jours, le virus recommence à circuler, comme partout en région parisienne. On détecte des petits symptômes comme la perte du goût ou de l'odorat.* »

Tension palpable

Alors, début juin, des associations et collectifs ont saisi le tribunal administratif de Paris. Ce dernier a notamment ordonné la distribution par la préfecture « *de matériel adapté aux modes de prévention des risques de contamination au Covid-19 (savons, gel hydroalcoolique, masques...)* ». Pourtant, ce mardi, quasiment personne ne porte de masques. Contactée, la préfecture de Seine-Saint-Denis n'a pas souhaité s'exprimer. Les associations continuent également de réclamer une mise à l'abri des occupants du canal.

→ À LIRE. Coronavirus ou pas, l'accès à l'asile doit être garanti

Au pont de Stains, les migrants font la queue pour se débarbouiller. Seuls deux points d'eau, neuf urinoirs et trois toilettes mobiles y ont été installés par les autorités, suite à l'ordonnance du tribunal administratif. En contrebas, les odeurs d'urine montent aux narines. Quelques migrants se nettoient les pieds dans l'eau du canal, alors que flottent des déchets. « *C'est la vie, c'est comme ça...* », souffle, fataliste, Umer dont le corps porte les stigmates d'une agression subie quelques heures plus tôt.

« *Dès lors qu'un camp prend de la place, des personnes extérieures viennent y faire la loi, signale Louis Barda. La vie à la rue a des effets délétères sur la santé psychique, le sommeil et ceci est renforcé par l'impossibilité de se protéger face au coronavirus.* » Ainsi, la tension est palpable parmi les occupants. Tandis que la nuit tombe, la voix d'Umer s'élève d'ailleurs en direction d'un voisin de fortune. Une histoire de matelas. Il finit par reprendre son calme et les deux hommes, en signe d'apaisement, se tapent dans la main. Oubliant les gestes barrières si difficiles à respecter en ce lieu.

Repères

Les démantèlements de camps depuis la crise sanitaire

24 mars. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, une opération de police est organisée dans un campement d'Aubervilliers. Plus de 700 exilés sont acheminés en bus vers des gymnases et hôtels.

7 avril. Une nouvelle évacuation est menée par la police, toujours à Aubervilliers. Une cinquantaine de tentes sont démontées.

10 juillet. À Calais (Pas-de-Calais), plus de 500 migrants sont expulsés et conduits en centres d'accueil et de rétention administrative par les services de l'État et de la police. Deux jours plus tard, le nouveau ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, se rend sur place.

Valentin Scholz